

LES ACTES UNILATERAUX DES ETATS

Mastère Droit International Public 2005_2006

SUJET ELABORE PAR :
ZIED HANEN
MATHLOUTHI NEBIL

ENCADRE PAR LE PROFESSEUR :
TAWFIK BOUACHBA

INTRODUCTION :

On trouve dans les rapports internationaux les procédés de création des normes, règles et des situations juridiques propres à tous les rapports sociaux. Mais leur utilisation est différente en l'absence d'un législateur et d'un juge commun, de ce fait chaque Etat peut effectivement et librement élaborer un système de règles déterminant une norme de droit international tout en respectant le principe de bonne foi et de la souveraineté des Etats. A côté des actes conventionnels qui occupent une place considérable dans le droit international contemporain, la pratique et la jurisprudence internationale reconnaissent l'existence et la contribution à la formation du droit international d'autres catégories d'instrument juridique qui se distinguent des traités soit par leurs caractères unilatéral, soit par leur autonomie par rapport au droit des traités, s'agissant d'une expression de volonté d'un sujet de droit international, tendant à créer des effets de droit. On parle ici des actes unilatéraux des Etats et « par acte unilatéral, on doit entendre l'acte imputable à un seul sujet du droit international. »¹ Celui de l'Etat qui est le principal sujet et considéré comme étant une entité politique constituée d'un territoire délimitée par des frontières, d'une population et d'un pouvoir institutionnalisé. Ces actes unilatéraux sont considérés par la majorité des courants doctrinaux comme étant des normes écrites n'ayant pas le caractère conventionnel et qui par leur contenu créent des normes de droit international. Variés et nombreux, les actes unilatéraux des Etats ont évolué d'une manière spectaculaire et cela est dû à la pluralité des Etats indépendantes notamment avec la naissance de l'Organisation des Nations Unies. Les actes unilatéraux des Etats sont trouvés aujourd'hui dans une situation de juxtaposition avec les actes dudit Organisations Internationales comme étant un sujet dérivé de droit international et c'est le phénomène qui n'a pu que compliquer l'étude des actes unilatéraux des Etats malgré leur poids en matière de codification de droit international dans des secteurs où les règles juridiques sont rares voire même inexistantes. cela nous amène à parler de la reconnaissance officielle de ces actes comme source de droit international ; et Suivant l'article 38 du statut de la cour internationale de justice et en dépit de leur effets juridiques, les actes unilatéraux des Etats ne sont pas reconnus officiellement comme source de droit international. « Mais ce statut, nous l'avons dit, a été adopté il y a d'un demi- siècle et comporte d'ailleurs plusieurs lacunes. Pourtant, le même statut donne dans son article 36 une valeur indéniable aux déclarations unilatérales en vertu desquelles les Etats parties au statut déclarant accepter facultativement la juridiction de la cour, permettant donc à l'Etat de saisir unilatéralement la C.I.J des différends qui l'oppose à d'autres Etats, ayant fait la même déclaration. Il y a là une reconnaissance implicite de l'effet de l'acte unilatéral de l'Etat entant que source de droit international ».² Appelés aussi engagement unilatéral, dans la mesure où

¹ Nguyen Quok Dinh, Patrick Daillier, Alain Pellet : DROIT INTERNATIONAL PUBLIC 7^{ème} ed 2002 pg359

² Ferhat Horchani ; DROIT INTERNATIONA PUBLIC: TomeI: introduction générale, les sources CPU 2000.

s'engager désigne une obligation assumée par un Etat envers un ou plusieurs Etats autrement dit le fait de contracter une obligation et la teneur même de cette obligation, cela nécessite une manifestation de volonté indépendantes d'autres manifestation émanant d'autres sujet de droit. Dans cette perspective, nous paraît alors l'importance des actes unilatéraux au niveau des effets juridiques qu'ils produisent, et l'ampleur quantitative qu'ils tiennent dans les relations internationale, et qui en dépit de cette ampleur le problème doctrinale persiste encore concernant leur consécration dans le cadre des sources de droit international.

Après avoir ainsi tracé les contours et les limites de notre étude, il convient de nous interroger sur la manifestation des actes unilatéraux des Etats en droit international autrement dit : comment se manifestent ces actes sur la scène internationale ?

Pour répondre à cette question, nous allons nous focaliser dans une 1^{ère} partie sur la classification des actes unilatéraux des Etats en étudiant leur typologie, comme nous allons démontrer dans une 2^{ème} partie les effets de droit que produisent ces actes dans les relations internationales interétatiques.

I // TYPOLOGIE DES ACTES UNILATERAUX DES ETATS :

En se basant sur le critère de fondement de ces actes, on distingue deux grandes catégories ; certains sont fondés sur la souveraineté (A) d'autres trouvent leur fondement direct dans le droit international (B).

A/ les actes unilatéraux fondés sur la souveraineté entière des Etats :

Ce sont les actes unilatéraux les plus nombreux, on peut en distinguer les principales catégories ; on trouve dans un premier lieu les déclarations qui sont d'après le dictionnaire de la terminologie du droit international les actes des Etats qui font connaître aux Etats leur position sur tel fait ou tel situation qui manifeste leur intention pour l'avenir et qui parfois peut constituer un engagement de leur part. Les déclarations peuvent porter sur des domaines divers par exemple : les déclarations d'Etat mentionnant leur adhésion à un traité déjà conclu entre Etats tiers. Politiquement, les déclarations sont des prises de position adoptées par les représentants qualifiés des Etats.

Cependant, il y a une certaine confusion lorsque la déclaration vise parfois un accord ou un traité international tel est le cas de la déclaration de LaHaye du

23/juillet/1899 sur l'emploi des gaz asphyxiant, qui en dépit de son nom reste une véritable convention.

A coté des déclarations, on trouve la reconnaissance qu'on désigne par laquelle la constatation et l'acceptation officielle par un Etat d'une situation de fait ou de l'existence d'une entité politique et surtout une entité politique qui apparaît sur la scène international ou parfois certains pays pratiquent la reconnaissance de gouvernement en acceptant que le nouveau gouvernement au pouvoir représente effectivement cet Etat, c'est une reconnaissance en fait de la légitimité du nouveau gouvernement.

Egalement on trouve la protestation comme l'acte inverse de la reconnaissance, elle constitue en réalité un refus de reconnaître la légitimité d'une prétention d'un Etat tiers ou un refus de reconnaître une situation quelconque de fait .On peut citer un exemple très près de nous celui de la protestation des Etats-Unis et son refus de reconnaître le mouvement Palestinien Hamas depuis qu'il a gagné les élections législatives en Palestine

La protestation est notamment importante en cas de conflits frontaliers ou pour empêcher l'opposabilité d'une règle coutumière. En outre, et parmi les actes unilatéraux fondés sur la souveraineté des Etats on trouve la renonciation, c'est une décision formelle de la part d'un Etat d'abandonner volontairement un droit ou de renoncer à une prétention ou à une réclamation quelconque, de ce fait un Etat peut renoncer à son immunité de juridiction autrement dit il peut accepter d'être jugé par des tribunaux d'un autre Etat. « Ainsi la renonciation doit être expresse et ne présume pas particulièrement quand il s'agit de limitation à la souveraineté des Etats».³

A l'instar de ce qui a été étudié les actes unilatéraux sont en d'autres termes des manifestation expresse des volonté des Etats .Cependant, le silence en droit international est interprété et même considéré par certains auteurs à condition qu'il soit qualifié comme une manifestation du consentement notamment en matière d'amendement de conventions constitutives d'organisations internationales

Après avoir cerné les catégories d'actes unilatéraux des Etats trouvant leur fondement dans l'autonomie et la souveraineté, on passe à étudier les actes fondés sur le droit international conventionnel ou coutumier.

B/ Les actes unilatéraux trouvant leur fondement en droit international :

Cette catégorie des actes est fortement liée à l'application d'actes conventionnels ou de règle coutumière, les Etats ont l'obligation d'agir d'une certaine manière et par conséquent l'acte unilatéral qu'ils adopteront sera en quelque sorte obligatoire prouvant de ce fait la compétence des Etats. Cette

³ CPIJ, Affaire du Lotus arrêt du 07 /sep/ 1927 série A.B. n° 22 p 18

situation est très importante pour les Etats tiers dans la mesure où il n'y avait pas de telles notifications, leurs droits et même, intérêts risqueraient d'être affectés. L'acte type à cet égard est la notification qui se définit comme étant⁴ « l'acte par lequel l'Etat porte à la connaissance d'un Etat tiers un fait, une situation impliquant des effets de droit obligatoire pour l'Etat qui le prend. » Cette obligation de notifier peut être imposée soit par des traités soit par des coutumes. En commençant par les traités, on cite l'exemple de l'organisation mondiale de santé dont les Etats membres ont l'obligation de notifier à l'organisation donc aux autres Etats membres la présence d'épidémies et de certaines maladies. Prenant aussi l'exemple du Fonds Monétaire International où certains Etats désirent adopter un régime monétaire particulier, doivent notifier au fonds leur d'adopter ce régime. De même quand un pays décide de se retirer d'une organisation internationale, il doit lui notifier par acte unilatéral sa décision. Cette obligation peut tirer son fondement de la coutume et on cite cas d'une affaire célèbre celui de « Détroit de Corfou » décidé par la CIJ en 1949 entre l'Albanie et l'Angleterre, la cour a reconnu : « qu'il incombait à l'Albanie de faire connaître dans l'intérêt de la navigation en général, l'existence d'un champ de mines et d'avertir les pays tiers des dangers inhérents à la présence de ces mines »⁵

A côté de ces notifications obligatoires qui sont fondées en droit international, il existe de même des actes facultatifs et c'est à travers les quels le droit international fonde les compétences de l'Etat et par lui donne un titre à agir, l'Etat pourra soit s'abstenir, soit procéder par voie unilatérale et cela de façon le plus souvent discrétionnaire tout en respectant la direction précisée par le droit international. Les notifications facultatives sont émises en vertu d'un traité et c'est le cas fourni par l'article 36 §2 du statut de la C.I.J relatif aux déclarations facultatives de la juridiction obligatoire de la cour, autrement dit dès moment un Etat a décidé de reconnaître cette juridiction, il peut en modifier les termes comme il l'entend ; il peut la retirer comme il peut lui donner la durée de son choix. Ainsi le rapport entre les coutumes et ce type des actes est très important puisque les actes unilatéraux peuvent fournir des précédents constitutifs de règles coutumières et ils sont aussi la conséquence de ces règles et c'est en vertu d'une coutume qui dérive elle-même du principe de la souveraineté de l'Etat que celui-ci peut, de façon unilatérale, réglementer par exemple l'octroi de la nationalité et distinguer entre ses nationaux et les étrangers ou la détermination de la largeur de sa mer territoriale à conditions bien sûr de respecter les limites fixés par les règles coutumières pertinentes.

Les actes unilatéraux étatiques peuvent imposer des obligations à eux même et leur permettent d'exercer unilatéralement des droits dans les limites admises par le droit international.

⁴ Horchani Ferhat : droit international public : tom 1, introduction générale, les sources CPU 2000, p201

⁵ Ouvrage précité de Horchani Ferhat P201

II / LE REGIME JURIDIQUE DES ACTES UNILATERAUX DES ETATS :

Le droit international pose des règles de fond relatives aux effets juridiques de certains actes, mais n'impose pas des règles de forme relative à la manière dont ils doivent être adoptés. C'est ainsi que les actes unilatéraux des Etats peuvent être écrits ou simplement oraux, ces actes apparaissent souvent comme étant des actes conditions mais ils sont aussi la manifestation de la pratique des Etats (A) et ils peuvent en outre constituer des véritables sources d'obligations internationales (B).

A/ les conditions de validité des actes unilatéraux :

La survenance d'un acte unilatéral déterminé va entraîner la mise en œuvre d'une relation nouvelle du droit international qui va être gouverné par un régime juridique particulier. Ainsi la reconnaissance d'Etat acte unilatéral typique va être un acte condition puisque à la suite de cette reconnaissance, les deux Etats concernés vont nouer des relations diplomatiques et accepter que l'ensemble de leurs rapports soit gouverné par le droit international. De ce fait la reconnaissance apparaît ici comme la condition préalable à l'application du droit international aux relations interétatiques, elle va engendrer des conséquences juridiques aussi bien sur le plan de droit international que sur le droit interne.

En effet les actes d'un Etat bénéficient d'une opposabilité en même temps que d'une présomption de validité. Les autorités administratives ou judiciaires des Etats tiers devront tenir compte des actes des Etats étrangers reconnus. Concernant la déclaration de guerre ou de neutralité, il s'agit là d'actes unilatéraux dont l'existence va conditionner et entraîner la mise en œuvre d'un régime juridique particulier entre certains Etats c'est-à-dire ou bien le droit de la guerre ou bien le droit de la neutralité.

Ce qui en résulte c'est une manifestation clairvoyante de la pratique des Etats dont l'importance est considérable dans l'ordre international, cette pratique des Etats est pour l'essentiel constituée par ceux de leurs actes unilatéraux qui ont une portée ou une incidence internationale. On peut citer trois grands domaines où ces actes unilatéraux manifestent la pratique des Etats avec toutes les conséquences juridiques qui lui sont attachés.

Premièrement, ils contribuent à l'interprétation des traités voir à leur modification dans la mesure où ils servent à établir la pratique ultérieure ou subséquente des parties contractantes. Deuxièmement, les actes unilatéraux contribuent à prouver l'existence des règles non écrites du droit international ; coutumes ou principes généraux de droit, ces actes servent à prouver les deux éléments constitutifs communs à ces deux types de normes, l'élément matériel et l'élément psychologique (la reconnaissance d caractère obligatoire de la règle Opinio Juris).

Troisièmement, ces actes unilatéraux contribuent à rendre le comportement de l'Etat opposable aux Etats tiers, il s'agit là de l'effet de l'Estoppel. L'Estoppel

est initialement une institution empruntée à la procédure judiciaire anglaise, c'est une règle de bons sens qui signifie simplement que l'on ne peut pas se contredire et avec cette règle se voit la nécessité du principe de non contradiction. Cette règle d'Estoppel revêt deux modalités particulières soit l'acquiescement tacite, soit la reconnaissance formelle.

Concernant l'acquiescement tacite, si un Etat s'abstient d'agir ou de protester contre une prétention ou une action d'un pays tiers, il est loisible d'en tirer la conclusion qu'il a donné son accord tacite qu'il acquiescé, dans ces conditions un tel Etat ne pourra plus revenir sur son comportement passé et une protestation ultérieure éventuelle de sa part sera dénué de tout effet juridique. La C.I.J a confirmé ce principe général dans deux affaires celle des pêcheries de 1951 et celle du temple de Préah - Vihéar en 1962⁶.

Concernant la reconnaissance formelle, si certains actes unilatéraux peuvent être analysés comme étant reconnaissance formelle d'une situation ou d'un droit, L'Etat concerné sera par la suite empêché de contester l'existence de ce droit ou de cette situation d'effet. L'effet d'Estoppel jouera là encore à l'encontre de l'Etat maladroite pour illustrer cet autre aspect de l'Estoppel et le cas de l'affaire du Groenland oriental en 1933 et le cas aussi de la sentence arbitrale rendue par le Roi d'Espagne en 1966. (Voir annexe).

B/les actes unilatéraux des Etats : source possible d'obligations internationales

Les actes unilatéraux sont susceptibles de produire de tels effets. Autrement dit d'être sources d'obligation internationale pour les Etats qui les émettent. Ce phénomène juridique peut se produire soit par simple opération du droit soit en raison de la volonté clairement manifestée par l'Etat auteur de l'acte en cause.

L'acte unilatéral est de ce fait un mode d'expression du consentement de l'Etat à être liée ; si par exemple, le représentant dûment d'un Etat a par un acte quelconque fait connaître la position officielle de son pays sur un point de droit ou de fait particulier et si un pays tiers s'appuie sur un tel acte pour guider son comportement, le premier Etat est internationalement engagé vis-à-vis du second. Ainsi par la simple opération du droit, si les circonstances le justifient une déclaration d'un représentant dûment qualifié va lier cet Etat.

L'acte unilatéral peut être un mode d'expression voulu du consentement de l'Etat à être liée, autrement dit, un Etat peut choisir pour une raison qui lui est propre d'exprimer son consentement à être liée d'une manière unilatérale tels sont les deux cas classiques où des Etats ont entendu exprimer leur consentement à être liée à l'égard des Etats tiers par le biais d'actes unilatéraux ; la déclaration Egyptienne de 1957 sur le statut du canal du Suez et suite à cette déclaration l'Egypte reconnaît les droits de navigation et de passage de usagers du canal et des Etats tiers d'une part et d'autre part des obligations imposées

⁶ CIJ Rec. 1962 p23

pour des impératifs de navigation et de sécurité. Ce qui en résulte c'est que cette déclaration Egyptienne avait produisait une portée obligatoire dans l'ordre international et désormais plus en mesure de la modifier de façon unilatérale car les pays tiers ont accepté les engagements et ont fondé leur propre conduite ultérieure en la matière définit d'une manière unilatérale par l'Egypte. Il en est ainsi des déclarations Françaises de 1974 dans le cadre de l'affaire des essais nucléaires dans l'atmosphère, l'Australie et la Nouvelle Zélande de leur part se plaignaient de ces essais et les estimaient qu'ils étaient contraires au droit international et qu'ils engageaient ainsi la responsabilité de la France à leur égard dans la mesure où ces essais leur causaient des dommages, après une campagne d'explosion nucléaires au printemps 1974 les autorités françaises firent savoir dans une conférence de presse en septembre 1974 que pour l'avenir, la France ne procéderait plus à des essais dans l'atmosphère pour se limiter exclusivement à des essais souterrains. Finalement la Cour aboutirait à propos de cette affaire à ce que l'engagement de la France est en réalité « un engagement à l'égard de la communauté internationale dans son ensemble »⁷. On peut déduire donc qu'une déclaration unilatérale d'un Etat est susceptible de constituer une source d'obligations internationales pour cet Etat et on peut dire que le fondement de caractère obligatoire des actes unilatéraux réside dans le principe de bonne foi qui à son tour engendre aux Etats tiers une confiance légitime qui va les inciter à adopter une conduite, antérieurement, précisé ou dans plusieurs cas va engendrer aussi une nouvelle protestation vue les intérêts contradictoire surtout économique entre les grandes puissances d'une part et le tiers monde d'une autre part.

⁷ CIJ, Rec. 1974 p267

